

Les subsides

Nous avons demandé que les représentants de Canadair qui étaient ici en novembre reviennent au comité parlementaire. Nous espérons qu'ils reviendront la semaine prochaine parce qu'ils n'ont pas dit la vérité au comité. Si le Règlement m'y autorisait, j'aimerais employer le terme qui convient, mais je me contenterai de dire que ces personnes n'ont pas dit la vérité.

On nous apprend maintenant, monsieur le Président, que c'est Maurice Strong qui va être chargé de régler ce problème. On nous dit que Maurice Strong et le sénateur Austin vont tirer les choses au clair. A mon avis, il est déjà trop tard. La semaine prochaine, lorsque M. Strong comparaitra devant le comité, nous lui recommanderons de proposer de dissoudre la société, car elle n'a plus aucun avenir. Elle ne vendra plus ses produits. Le Canada ne peut pas se permettre de participer à la construction d'avions de luxe. Il ne peut pas se permettre le genre d'activités que mène la société de Havilland depuis de nombreuses années. Le Canada ne peut pas se permettre des avions comme le Beaver et le Dash-7, à atterrissage et décollage courts, mais voilà encore un secteur qui a été détruit par les nouvelles méthodes de gestion du gouvernement.

Je m'abstiendrai de tout commentaire à ce sujet, monsieur le Président, mais je suis convaincu pour ma part que le gouvernement ne devrait pas se mêler du monde des affaires. Je crois qu'il convient d'offrir des encouragements et des stimulants fiscaux aux entreprises privées et que, si celles-ci n'obtiennent pas de résultats positifs, il ne faut pas essayer de les sortir de la faillite. Il faut s'abstenir de toute intervention dans le secteur privé, tant dans ses succès que dans ses échecs. Il est inutile, à mon avis, d'essayer de relever des sociétés comme nous le faisons depuis de nombreuses années pour Petro-Canada, VIA Rail, ou le CN, et pour bien d'autres sociétés à travers le pays.

M. Cullen: Monsieur le Président, le député nous a parlé d'un de ses amis qui travaillait chez de Havilland, qui a quitté la société et qui y est revenu par la suite. Il n'a pas cité son nom. Quelle est cette personne qui a de telles compétences pour arriver à ces conclusions.

M. Fennell: Monsieur le Président, comme il s'agit d'un très bon ami à moi, qui a occupé un poste de direction, je préfère ne pas mentionner son nom à la Chambre des communes. Si le député prend la peine de se renseigner, il pourra savoir de qui je parle.

M. Skelly: Monsieur le Président, je voudrais faire une remarque sur la position adoptée par le parti conservateur dans ce débat. Après avoir suivi le débat d'aujourd'hui et écouté l'exposé du député, il est intéressant de noter que nous parlons d'aspects précis des transports qui touchent la vie des Canadiens de petites localités et que nous avons parlé des autochtones. Nous constatons avec regret que les députés conservateurs qui sont intervenus dans le débat aujourd'hui n'ont proposé aucune solution de rechange constructive à la politique en vigueur. Les Canadiens savent que le gouvernement libéral est incompetent et je pense que, dans de nombreux cas, ils savent qu'il ne base ses décisions sur aucun principe.

Par contre, monsieur le Président, une des choses les plus malhonnêtes que j'aie vues depuis que je suis au Parlement, c'est le rôle que joue actuellement le parti conservateur. Il critique et pourfend le gouvernement libéral, mais ne propose jamais de solutions constructives. Pour parvenir à un choix raisonnable, il y a bien des gens dans ce pays qui ont besoin qu'on leur propose d'autres solutions. Je suppose que ce que je

viens de dire est illustré par les paroles du député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) rapportées dans *Maclean's* en mai 1981. Il disait: «Bien entendu, les libéraux sont incompetents, mais si je vous disais ce que fera notre parti, les gens ne nous élimineraient pas». C'est une remarque qu'il est bon de rappeler à propos des discours que nous entendons aujourd'hui.

M. Sargeant: Tout comme ceux des candidats à la direction du parti.

M. Fennell: Monsieur le Président, j'ai dit dans mon discours que je ne croyais pas aux sociétés de la Couronne. Je crois à l'encouragement du secteur privé par des dégrèvements fiscaux. Certaines sociétés de la Couronne ont été créées par notre parti, elles ont dû l'être en raison de l'étendue du pays. Par contre, mettre une société de la Couronne en concurrence avec le secteur privé est injuste pour le contribuable, car celui-ci subventionne la société de la Couronne plutôt que de recevoir les impôts que les sociétés doivent acquitter.

M. Evans: Monsieur le Président, cette dernière remarque du député m'intéresse. Il a dit qu'il ne croyait pas aux sociétés de la Couronne. On peut parfaitement réclamer une plus grande transparence et soutenir que les sociétés de la Couronne doivent être moins nombreuses, mais je voudrais dire au député que si les critères qu'il propose étaient appliqués, cela signifierait que son parti vendrait Air Canada, le CN, Petro-Canada et un grand nombre d'autres sociétés de la Couronne. Pratiquement toutes les sociétés de la Couronne que je connais, sauf peut-être l'EACL, sont en concurrence directe avec le secteur privé, d'une façon ou d'une autre. Si c'était là le critère, le député veut-il dire que pratiquement toutes les sociétés de la Couronne seraient vendues?

M. Fennell: En effet, monsieur le Président, j'ai bien dit qu'à cause de l'immensité du Canada il est normal qu'on ait dû créer certaines sociétés de la Couronne, mais, à mon sens, toute société de la Couronne qui fait concurrence au secteur privé devrait être vendue à des particuliers. Le gouvernement devrait se retirer du secteur privé.

Le président suppléant (M. Blaker): Poursuivons le débat. On a prévenu la présidence que le député de Comox-Powell River (M. Skelly) a peut-être d'autres engagements. Si les circonstances étaient différentes, j'accorderais la parole au député à ma droite plutôt qu'à lui. J'aimerais savoir à quoi m'en tenir.

M. Cullen: Monsieur le Président, le député a une longue distance à parcourir. Je lui cède volontiers ma place.

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, la Chambre tient aujourd'hui un débat d'une grande importance. Je pense que l'occasion est belle pour tous les députés de dire ce qu'ils pensent du chaos et de la confusion qui règnent dans les transports au Canada et qui inspirent aux Canadiens beaucoup d'inquiétude. J'ai déjà dit que le parti conservateur était incapable de se faire le porte-parole sincère des habitants des petites localités en proie à des conditions de vie pénible et comme il s'est refusé à exprimer son opinion sur ces questions fondamentales, je voudrais vous citer des exemples pour bien montrer ce qui ne va pas dans notre système de transport. Le ministre et son ministère doivent faire en sorte de redonner au transport le rôle qu'il doit jouer dans la vie économique et sociale.